

parrainage, mobilisant aussi bien des liens forts (issus de relations soutenues et fréquentes) que faibles (qui sont le fait de simples connaissances), l'auteur analyse, à travers une étude attentive du contenu des correspondances, le fonctionnement des liens intergénérationnels dans le contexte d'économie d'échanges et de réciprocité où ils se produisent. Enfin, il étudie plus particulièrement les relations personnelles qui durent dans le temps et souligne leur signification spécifique pour construire des économies en commun et configurer les solidarités se projetant à la génération suivante.

Dans la dernière contribution de l'ouvrage, la dynastie des entrepreneurs rouennais des Le Couteulx sert de support à l'étude de Richard Flamein, qui propose quelques pistes constructives d'analyse de l'identité bourgeoise par la modélisation en réseaux distincts de ses mobilités. L'analyse du réseau arborescent du capital met en évidence l'adaptation des réseaux matrimoniaux aux stratégies de transmission. L'analyse de la circulation des propriétés vise à situer leur rôle dans le processus d'ascension sociale, cette dernière se trouvant consacrée par la mise en activité d'un réseau salonnier avant la Révolution. Ce travail, en rupture avec l'approche par stratification sociale et la conception langagière et *a posteriori* d'une identité bourgeoise, invite à un renouvellement de l'historiographie des mobilités en donnant à voir l'extrême plasticité de l'ordre social sous l'Ancien Régime.

D'une manière générale, les différentes contributions de cet ouvrage proposent des analyses techniques bien centrées sur les problématiques des journées d'études. Il faut également souligner les nombreuses pistes de réflexion et ouvertures avancées par les auteurs ainsi que les renouvellements méthodologiques et historiographiques, particulièrement intéressants, proposés par

certaines d'entre eux. On peut cependant regretter que l'introduction générale ne replace pas suffisamment le sujet dans ses problématiques et enjeux globaux et qu'elle consiste surtout en un résumé des différentes contributions.

Alexandra ROGER

Angela GROPPI (a cura di), *Gli abitanti del ghetto di Roma. La Descriptio Hebreorum del 1733*, Roma, Viella, 2014, 287 p.

À l'origine et au cœur même de ce livre, il y a un document, la *Descriptio Hebreorum* de 1733. Pourquoi et comment rédiger un livre autour d'une source unique? La réponse à cette question préliminaire, formulée de manière évidemment rudimentaire, est contenue dans les pages des quatre essais qui composent cet ouvrage, dirigé par Angela Groppi et introduit par l'*Avant-Propos* de Claudio Procaccia et Eugenio Lo Sardo, sans oublier l'ample *Préface* de Kenneth Stow (p. 15-24 en anglais, traduite en italien par Gabriella Yael Franzone, p. 25-36<sup>1</sup>).

Mais avant d'aller plus loin, il convient d'examiner la *Descriptio Hebreorum* à la loupe. Le document fut rédigé en sept jours, pendant la période allant du 27 juillet au 17 août 1733, par le notaire Felice Antonio Paoletti, avec l'aide de Giacomo Picucci, fonctionnaire de la *Reverenda Camera Apostolica*, d'où provenait la commission de l'enquête (p. 61 et 75). La Chambre Apostolique était un organe de premier plan de la Curie papale, avec des fonctions juridictionnelles et judiciaires étendues en ce qui concernait le contrôle des finances de la Curie et de l'économie de l'État. La *Descriptio* fut rédigée après une visite de toutes les habitations, rue par rue, selon un critère topographique (reproduit dans une des cartes en couleurs, insérées dans le volume grâce au travail de Micol Ferrara, à laquelle nous devons également l'élaboration

1. Malheureusement, la mort prématurée de Michele Luzzati prive l'ouvrage de la contribution de ce fin lettré.

graphique des images). Il s'agit d'un catalogue nominatif des Juifs habitant dans le ghetto de Rome: soit au total 4059 individus, répartis en 892 familles. Chaque membre du noyau familial, en commençant par le chef de famille, y est présenté: sont alors mentionnés l'éventuel lien de parenté à celui-ci qui justifiait la présence dans la maison, puis des éléments sur l'état civil ou familial, l'état de santé ou la condition physique, l'origine ou encore la possible absence temporaire du ghetto. Nous disposons en outre des données sur l'âge pour 47,27% de la population (1919 personnes), c'est-à-dire pour les individus classés principalement (même si ce n'est pas exclusif) comme fils ou frères du chef de famille (p. 75-76).

Retournons maintenant à notre question initiale: pourquoi un tel intérêt pour cette source importante et inconnue jusqu'à ce jour (p. 15)? Comme première réponse, on soulignera que le potentiel d'analyse et d'étude des conditions et des dynamiques socio-économiques du ghetto romain, que cette source révèle, est absolument remarquable. Mais la curiosité des auteurs de l'ouvrage va plus loin, elle s'étend aussi au contexte dans lequel la *Descriptio* vit le jour, aux motivations qui furent à son origine, aux institutions qui la promurent et aux personnalités qui furent impliquées dans sa réalisation.

En premier lieu, nous sommes en présence de l'unique document connu et fiable permettant une étude démographique de la population juive à l'époque moderne, après celui de 1527 et après les données récoltées au début de la peste de 1656. Après cette *Descriptio* de 1733, il faudra attendre la réalisation de la liste des membres des différentes *Scole* (synagogues Castillane, Catalane, Sicilienne, du Temple et Nouvelle), en 1796, pour avoir à nouveau des données d'ensemble sur les Juifs de

Rome. Cependant, comme toutes les sources censitaires et démographiques de l'époque pré-statistique, ce type de document fut rédigé dans une logique extérieure à tout objectif fondamentalement scientifique ou même neutre. Il faut donc se demander, comme le fait justement cette étude, quels furent les buts qui poussèrent à la rédaction de ce catalogue et pourquoi, en conséquence, il ne fût plus utilisé par la suite (p. 67).

Répondre à cette question suppose de bien saisir la situation à Rome dans la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle. Le choix de commissionner une enquête sur le nombre des Juifs se situait au carrefour d'exigences multiples, enchevêtrées et inextricables, de la part de l'autorité pontificale, exigences qui relevaient aussi bien de l'économique que du politico-religieux<sup>2</sup>. De là un conflit de compétence entre les différents organes romains – conflit qui marque d'ailleurs en grande partie l'histoire des Juifs dans les États du pape.

La première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle – comme l'a montré récemment Marina Caffiero (*Battesimi forzati. Storie di ebrei, cristiani e convertiti nella Roma dei papi*, Roma, Viella, 2004, p. 36) – constitue un tournant décisif dans la reprise des hostilités anti-juives et, en particulier, de la pression de l'Inquisition. Ce contexte, qui peu à peu devient plus difficile pour les Juifs romains, est évoqué dans les deux essais d'Angela Groppi (*Numerare e descrivere gli ebrei del ghetto di Roma*, p. 37-67) et Giancarlo Spizzichino (*L'Università degli ebrei di Roma tra controllo e repressione*, p. 117-160). Angela Groppi reconstruit ainsi en détail le contexte et les étapes qui ont mené à ce «recensement». Très souvent apparaît le préjugé négatif envers les Juifs, bien que ce préjugé se décline avec différentes nuances et tonalités. Giancarlo Spizzichino, quant à lui, met en lumière les événements qui ont

2. Sur la densité et la multiplicité des relations entre juifs et monde chrétien, avec une attention particulière pour le cas de Rome à l'époque moderne, nous nous référons à Marina Caffiero, *Legami pericolosi. Ebrei e cristiani tra eresia, libri proibiti e stregoneria*, Torino, Einaudi, 2012.

conduit à la recrudescence de la pression sur les Juifs dans la capitale pendant les années 1730 : la saisie de livres suspects et considérés comme interdits, en mai 1731 (saisie qui se produisit en parallèle dans les autres ghettos des États pontificaux) ; le séquestre des documents de la communauté, à partir d'août de la même année, par l'envoyé de l'Inquisition, Raimondo Rasi ; enfin, la fermeture de la synagogue située dans le soi-disant « Ghettarello », à l'extérieur de l'enceinte reconnue par les papes, mais en fait tolérée jusqu'à cette date.

Résumons brièvement. D'un côté, il y avait le Saint-Office, qui, dans ce climat de durcissement progressif, avait ordonné une saisie des documents conservés dans les archives de la communauté. En agissant ainsi, il avait déclenché une spirale d'enquêtes et de discussions au sein de congrégations spécialement créées pour débattre de la question des Juifs à Rome (*Congregazioni particolari*). Mais les questions strictement économiques, qui relevaient en théorie de la responsabilité de la Chambre Apostolique, chevauchaient celles relatives au contrôle de la foi. La Chambre Apostolique, de son côté, voulait en effet connaître le nombre exact des Juifs à Rome, afin d'estimer la capacité financière de la communauté. De cette manière, elle entendait en finir avec les chiffres souvent exagérés, proposés pour diverses raisons particulières au fil des ans, aussi bien par les Juifs eux-mêmes que par les autorités de l'Église (et, plus précisément dans le cadre de la controverse, par l'envoyé du Saint-Office, Raimondo Rasi). L'initiative de la *Descriptio* se situait donc au terme de plus de trente années de querelles à propos de l'énorme dette que la Communauté juive romaine avait contractée vis-à-vis de la Chambre Apostolique.

Les raisons immédiates du « recensement » de 1733 furent donc administratives et fiscales : avec un mot d'ordre, *compter pour taxer* (p. 56). À la base de cette exigence, il y avait aussi la vision qui faisait des Juifs des manipulateurs

toujours prêts à contourner les impôts. Ce préjugé enraciné affleure, avec des accents variables, dans les chartes aussi bien camérales qu'inquisitoriales. Tout bien considéré, il constitue la démonstration des perpétuelles retombées matérielles de la formulation religieuse de la justification de la présence juive au cœur de la Chrétienté. Comme Giacomo Todeschini l'a parfaitement expliqué (*Au Pays des sans-nom. Gens de mauvaise vie, personnes suspectes ou ordinaires du Moyen Âge à l'époque moderne*, Lagrasse, Verdier, 2015 ; éd. or. 2007), les Juifs, parce qu'ils étaient considérés comme étrangers à la *societas christiana*, étaient naturellement exclus du patrimoine de confiance qui fondait le marché selon les langages de la théologie et de la pensée politique et économique chrétiennes. Raffaele Pittella (*Labirinti archivistici e contesti istituzionali*, p. 161-188), dans son chapitre sur les relations entre institutions et archives, montre l'étroitesse de la ligne de démarcation entre ce qui concerne le « spirituel », c'est-à-dire les affaires relatives à la défense de la religion chrétienne, et ce qui touche au rôle des Juifs dans le monde de l'économie (p. 169 et 175-176). Une fois ce cadre posé, on ne peut que suivre les observations de Raffaele Pittella quant à la manière qu'avait l'autorité pontificale de prendre en considération les structures sociales globales de la ville de Rome. La présence des Juifs étrangers et la concurrence juive vis-à-vis des négociants chrétiens formaient des préoccupations bien réelles pour les membres de la Chambre Apostolique. Par conséquent, il fallait en quelque sorte aussi *compter pour contrôler* (p. 173-176).

Nous pouvons maintenant revenir au contenu de la *Descriptio* de 1733. Bien qu'il s'agisse d'un document qui présente inévitablement des « limites » (p. 75), le chapitre de Michaël Gasperoni (*Note sulla popolazione del ghetto di Roma in età moderna. Lineamenti e prospettive di ricerca*, p. 69-115) nous offre un premier portrait démographique et économique-social de la communauté romaine dans la première

moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle. Certains éléments ressortent qui méritent d'être mis en avant. Avant tout, il convient de souligner quelques différences structurelles par rapport à la population environnante. Si, à Rome, à l'intérieur ou comme à l'extérieur du ghetto, prévaut le modèle familial nucléaire, on retrouve cependant parmi les Juifs une proportion bien plus élevée de familles complexes (étendues ou multiples, selon la typologie de Peter Laslett). Pour l'expliquer, Michaël Gasperoni (p. 86) met en avant les densités de population différentes, mais aussi le taux de masculinité observé dans le reste de la ville, lui-même lié pour partie aux flux migratoires masculins vers Rome et aux particularités des comportements matrimoniaux du monde juif. En outre, dans le ghetto, la proportion significative de chefs de famille de sexe féminin (12,33 %, dont presque toutes, 106 sur 110, sont des veuves) constitue une confirmation du rôle central des femmes juives et de leur forte autonomie, largement signalée par l'historiographie existante. Particulièrement intéressantes sont les données relatives à la présence des étrangers et à la circulation des dots. Grâce au recoupement de différentes sources (notariale, censitaire, réglementation communautaire interne), l'auteur montre que les réseaux de relations des Juifs romains étaient relativement étroits et que le marché matrimonial était assez limité en termes géographiques. Cette situation est d'ailleurs à mettre en relation avec la faible présence des Juifs provenant d'autres ghettos au moment du « recensement » (p. 92-98). Il reste enfin à signaler qu'une première approche de l'étude de la circulation des biens des Juifs romains (et en particulier des *cazachod*, les droits d'habitation perpétuelle) conduit Michaël Gasperoni à constater une concentration du patrimoine immobilier autour de la parenté utérine, ce qui confirme des analyses faites par Luciano Allegra pour le ghetto de la ville de Turin (*Identità in bilico. Il ghetto ebraico di Torino nel Settecento*, Torino, Zamorani, 1996). En croisant la *Descriptio* de 1733 et les documents nota-

riaux (constitution de dots, testaments, divisions de biens, donations, constitutions de société, échanges des *cazachod*), Michaël Gasperoni réussit ainsi à fournir plusieurs cas d'études fort éloquentes.

À la lumière de ce que nous avons écrit jusqu'ici, et bien qu'il ne soit jamais cité explicitement dans le livre, il est clair que l'article pionnier de Carlo Ginzburg et Carlo Poni ("Il nome e il come: scambio ineguale e mercato storiografico", *Quaderni storici*, 1979, 40, 181-190) appelant à recouper les informations provenant des noms de personnes (et de leurs *status* et fonctions respectives) présents dans l'extraordinaire patrimoine documentaire des archives italiennes, comme l'a rappelé à plusieurs reprises Luciano Allegra (« Un modèle de mobilité sociale préindustrielle. Turin à l'époque napoléonienne », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2005, 2, p. 474), esquisse un horizon de recherches toujours valide et actuel. À cet égard, la transcription intégrale du document par Manuela Militi (p. 189-280), à qui nous devons aussi la rédaction de l'index des noms cités, est un instrument utile. Les chercheurs disposent ainsi d'un corpus de noms qu'il devient possible de croiser – grâce à des outils informatiques – avec les sources internes et externes aux communautés juives. Il semble désormais nécessaire, en tant qu'objectif à poursuivre de façon systématique en mobilisant une ou plusieurs équipes de recherche, de créer des banques de données intégrées sur les différents ghettos (travail d'ailleurs déjà commencé par Michaël Gasperoni lui-même, p. 78). Le but serait ainsi de construire un portrait démographique, économique et social plus exhaustif, et surtout plus dynamique, des groupements juifs italiens de l'époque moderne.

Luca ANDREONI

Simona CERUTTI, *Étrangers. Étude d'une condition d'incertitude*, Montrouge, Bayard, 2012, 301 p.

Le livre de Simona Cerutti interroge la notion d'étranger dans les sociétés de l'Ancien